

# Enfance en danger : la transition fait débat

La Protection de l'enfance change d'interlocuteurs en Anjou. Un sujet polémique qui a provoqué de nouveaux débats au conseil départemental. L'organisation était au cœur des discussions.

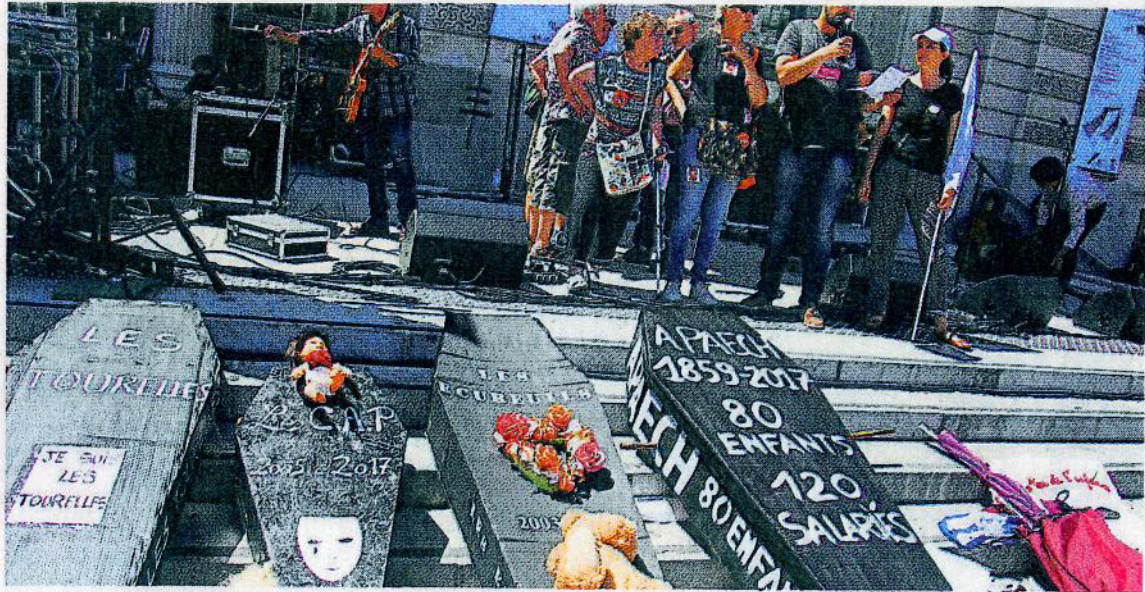
Le sujet reste brûlant. Il était donc assez logique qu'il revienne sur la table du conseil départemental, ce lundi 18 juin. Depuis qu'il a souhaité revoir, de fond en comble, l'organisation de la protection de l'enfance, le Département est sous le feu des critiques. La raison est connue : certaines associations historiques n'ont pas été retenues ; d'autres, nouvelles, ont été choisies. Désormais, c'est la qualité de la transition qui est l'objet de toutes les attentions.

C'est sur ce thème que Grégory Blanc, chef de file du groupe de gauche, a ouvert le feu des questions. « Au 1<sup>er</sup> juillet, des établissements sont censés fermer et des questions se posent : où iront ces enfants déjà malmenés par la vie ? [...] On entend qu'en urgence seraient recherchées des places en centre d'hébergement, quelquefois même hors département. Avec quel encadrement ? Pourquoi 750 000 € inscrits au budget supplémentaire alors que vous annonciez un processus maîtrisé ? Et où en est-on de la reprise des professionnels ? Combien ne sont pas "reclassés" à ce jour ? »

## Écureuils et Tourelles

Un événement a précipité le débat : le maintien de l'activité de la Mecs (Maison d'enfants à caractère social) les Écureuils, à Montreuil-Juigné. Elle n'avait pas été retenue, initialement, mais va conserver un agrément pour quatorze places, dédiées à des enfants présentant un handicap ou des troubles du comportement.

Un cas qui interroge l'équilibre de



Il y a un an, près de 2 000 manifestants, parmi lesquels de nombreux salariés d'associations dédiées à la protection de l'enfance, défilaient début juin, à Angers. Le sujet de la réorganisation de ce service reste brûlant en Anjou. | CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES

l'ensemble du projet. Fatimata Amy complète l'éventail des questions de la gauche : « Aux Tourelles, à Saumur, l'activité aurait dû continuer jusqu'en septembre, mais elle va s'arrêter. Quelle prise en charge cet été, puis par la suite ? » Et la conseillère d'opposition d'enchaîner sur la situation de l'Arpeje 49 (association historique, non retenue), et la question sensible des mineurs non accompagnés.

## « Nous faisons face »

Agacée, Marie-Pierre Martin, vice-présidente du conseil départemental,

en charge de la commission des solidarités, rappelle la ligne de la majorité. Pas de regret : « Seul le cadre de l'appel à projets permettait de répondre correctement aux enjeux. »

Quant à la transition, elle est en cours. « Depuis le 23 mai, 49 recrutements effectifs ont eu lieu. Il y a aussi des refus de la part des salariés qui n'acceptent pas un poste pour lequel ils sont retenus. La Fondation d'Auteuil souhaite recruter, l'Asea aussi (Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescent). Des difficultés, il y en a inévita-

blement. Nous y faisons face, pour les enfants, comme pour les professionnels. »

Les Tourelles ? Christian Gillet, président du Département, monte en front. « J'ai nommé un administrateur provisoire en urgence et le dialogue social a été rétabli. La confiance revient. Les choses évoluent normalement. » L'Arpeje 49 ? « Je me suis engagé à financer l'association jusqu'à la fin de l'année 2018. Elle étudie un projet d'accueil d'enfants d'autres départements. »

Benoît GUÉRIN.